PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT
Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté**

Arrêté préfectoral n° 90-2026-05-28-00008 portant autorisation environnementale pour la société Compagnie Industrielle des Chauffes Eaux (CICE)

Le Préfet du Territoire de Belfort

Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 nommant monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

Vu le décret du 10 mars 2026 nommant monsieur Emmanuel ACCHIARDI sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Territoire de Belfort ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface soumis à autorisation et procédant à décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique, visés par la rubrique 2566 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 (Abrasives [emploi de matières] telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage) ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

Préfecture du Territoire de Belfort
1, rue Bartholdi – BP 20249 90005 BELFORT Cedex
☎ 03.84.57.00.07 ✉ pref-courrier@territoire-de-belfort.gouv.fr
www.territoire-de-belfort.gouv.fr

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d') "

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2570 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 1er octobre 2014 à la société d'Applications Thermiques Européenne (SATE) pour l'exploitation d'une installation de fabrication de chauffe-eaux sur le territoire de la commune de Fontaine (90) au titre des rubriques 1158, 2660 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 22-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-2026-04-13-00002 du 13 avril 2026 portant délégation de signature à monsieur Emmanuel ACCHIARDI, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Territoire de Belfort ;

Vu le courrier du 9 septembre 2019 par lequel le groupe Atlantic fait part de la dissolution de la société SATE et son absorption par la société Compagnie Industrielle des Chauffes Eaux (CICE) depuis le 28 juin 2019 ;

Vu le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation en date du 13 juin 2025, présentée par la Compagnie Industrielle des Chauffes Eaux (CICE) dont le siège social est situé 2 rue du Docteur Hurst - 68300 SAINT-LOUIS, pour son établissement situé 255 rue de l'Aéroparc de Fontaine - 90150 FONTAINE ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 8 septembre 2025 ;

Vu la décision du 1er juillet 2025 de la présidente du tribunal administratif de Besançon désignant madame Marie-Paule BARDECHE commissaire-enquêtrice titulaire et monsieur René BAILLY suppléant ;

Vu l'avis d'ouverture de la consultation parallélisée du public organisée du 3 novembre 2025 au 3 février 2026 ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis réalisé dans les communes de Fontaine (90), Foussemagne (90), Reppe (90) et Chavannes sur l'Etang (68) ;

Vu les publications de cet avis dans 2 journaux du Territoire-de-Belfort et du Haut-Rhin, sur le site internet des préfectures des 2 départements et sur le site dédié à la consultation ;

Vu les avis exprimés par l'ARS 90 et le SDIS 90 ;

Vu l'absence de contribution lors de la consultation du public ainsi que l'absence de public lors des réunions d'ouverture et de fermeture de la consultation parallélisée ;

Vu le registre d'enquête et le rapport de la commissaire enquêtrice en date du 22 février 2026 ;

Vu l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes consultées ;

Vu le rapport de fin d'instruction de l'inspection de l'environnement en date du 19 mai 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 20 avril 2026 ;

Vu les observations présentées par le demandeur le 30 avril 2026 sur ce projet ;

Considérant que le projet porte sur la régularisation administrative du four à pyrolyse et qu'une mise à jour de la situation administrative de l'établissement étant nécessaire, la demande a été soumise à la procédure d'autorisation environnementale prévue par l'article L. 181-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 indique que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Considérant que les mesures fixées dans le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, et le cas échéant les éléments mentionnés au II de l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Territoire de Belfort ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CICE (ex-SATE), exploitant une installation de fabrication de chauffe-eaux sise au 255 rue de l'Aéroparc sur la commune de Fontaine (90150), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Fontaine les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Surface (m2)
Fontaine	CB 75	8446
Fontaine	CB 87	15825
Fontaine	CB 69	10788
Fontaine	CB 71	4487
Fontaine	CB 30	8864
Fontaine	CB 15	21143
Fontaine	CB 86	30503
Fontaine	CB 73	6330

Article 1.1.3. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2566-1-a	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique 1. La capacité volumique du four étant : a) Supérieure à 2 000 l	four à pyrolyse (émaillage)	31200 litres	A
2940-3-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque(...) 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 200 kg/ j	peinture	277,06 kg/j	E
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	Travail mécanique des métaux	258,50 kW	DC

2570	Émail 2. Application, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 100 kg/j	Émaillage	2230 kg/j	DC
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Grenaillage	84 kW	D
2660	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410, la capacité de production étant : b) Supérieure à 1 t/j mais inférieure ou égale à 10 t/j	Injection polyuréthane BF3	5,62 t/j	D
2663-1	stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Stockage de matières plastiques	665 m3	D
2910	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue	puissance thermique nominale totale des installations : 4,9MW : (- chaudières et aérothermes : 1,5 MW + - four émail : 2,2MW + -four pyrolyse : 1,2MW)	4,9 MW	DC

	de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW			
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1.Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération *(1)* étant supérieure à 50 kW	chargeurs	59,52 kW	D
1185-3-1-b	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire. 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l	Stockage de fluides frigorigènes	7,59 T	D
4725-2	Oxygène (n° CAS 7782-44-7) la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2- supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Stockage d'oxygène	3,44 T	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

À l'exception des dispositions particulières visées au présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées ci-dessus.

L'autorisation environnementale inclut également les équipements, installations et activités que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.

Article 1.1.4. Durée de l'autorisation et cessation d'activité

- cessation d'activité et remise en état
  L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.
- durée de l'autorisation
  Conformément à l'article R.512-74 II du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.

Article 1.1.5. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire réglementaire ou mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, incluses dans l'autorisation environnementale, sont construites, disposées, aménagées et exploitées, conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur.

Article 1.1.6. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2014274-0012 du 1er octobre 2014 susvisé sont abrogées, par celles du présent arrêté.

CHAPITRE 2. DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 1.2.1.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale,
- les plans tenus à jour,
- les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux installations classées exploitées, relevant du régime de la déclaration,
- les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux installations classées exploitées, relevant du régime de l'enregistrement,

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 3. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 1.3.1. objectifs généraux

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 1.3.2. Propreté de l'installation

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Article 1.3.3. incidents ou accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et

l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Article 1.4.1.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

TITRE 2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.
Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 2.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité

publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 2.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 2.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas déposer de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 2. PROPRETÉ, ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Article 2.2.1. Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les dépoussiéreurs, tours de séchage, ...)

CHAPITRE 3. SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE ET DES EFFETS DES REJETS SUR LA QUALITÉ DE L'AIR

Article 2.3.1. conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinantes. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du

débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les actions correctives apportées sont consignés dans un registre.

Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est

- au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m3/h,
- et 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m3/h.

Article 2.3.2. Origine des rejets atmosphériques du site

Les activités mises en œuvre par le site engendrent des rejets atmosphériques d'origine et de nature différentes.

Rejets	Conditions de rejets
Fumées de soudure	Rejets Canalisés
Gaz de combustion : 1. Brûleurs process (émail, pyrolyse, peinture) 2. Chaufferie 3. Aérothermes	Rejets Canalisés
Grenailleuses	Rejets canalisés
Intérieur Fours/Etuves Email	Rejets canalisés
Intérieur Four peinture	Rejets canalisés
Intérieur Four pyrolyse	Rejets diffus
Cabine de projection peinture	Rejets diffus
Injection Mousse PU : Carrousel	Rejets canalisés
Injection Mousse PU : mousseuse	Rejets canalisés
Local Premix	VMC local
Stockage Cyclopentane, polyol, isocyanate	Rejets diffus – évent de cuve
Trafic Routier : gaz de combustion	Rejets diffus

Gaz de soudure : oxygène, argon, CO2, etc.	Rejets accidentels – traités dans l'étude de dangers
Gaz frigorigène pour PAC	Rejets accidentels – traités dans l'étude de dangers

Article 2.3.3. Localisation et caractéristiques des rejets atmosphériques du site

dénomination		Type de rejet	Hauteur du point de rejet (m)	Débit nominal des gaz (Nm3/h)
S01	Soudure FB3 - Dépoussiéreur Grenailleuse	Poussières acier	11,6	8660
S02	Email FB3 - Four	Gaz de combustion	11,6	6360
S05	Email FB3 - Etuve 2	Air de chauffe	12	6520
S06	Email FB3 - Etuve 1	Air de chauffe	12	6650
S07	Peinture FB3 - Brûleur Four	Gaz de combustion	12.5	1705
S08	Peinture FB3 - Extraction air ambiant four	Air chaud du four	13	2140
S10	Serpentins - Dépoussiéreur Grenailleuse	Poussières acier	12	2040
S14	Serpentins - Four box pyrolyse	Gaz de combustion	13	9000
S15	Chaufferie logistique	Gaz de combustion	12.5	540
S19	Prémontage - Machine d'injection	COV	17	2200
S27	Prémontage - Carrousel d'injection	COV	17	2830

La société CICE bénéficie de l'antériorité pour les hauteurs des cheminées existantes qui sont inférieures aux hauteurs réglementaires.

Article 2.3.4. Autosurveillance et Valeurs limites d'émission

Point de rejet	Type de rejet	substances	Valeurs limites d'émission (concentration en mg/Nm3)	Valeurs limites d'émission (flux)	Fréquence d'analyse
S01- Soudure FB3- dépoussiéreur-grenailleuse	Poussières acier	poussières	15 mg/Nm3	1,30E-01 kg/h	annuelle
S02 - Email FB3 Four	Gaz de combustion	CO	100 mg/Nm^3	/	3 ans
		Oxydes d'azote (NOx)	100 mg/Nm^3	1,59 kg/h	
S05- Email FB3 -Etuve 2	Air de chauffe	poussières	15 mg/Nm^3	9,78E-02 kg/h	annuelle
S06-Email FB3- Etuve 1	Air de chauffe	poussières	15 mg/Nm^3	9,98E-02 kg/h	annuelle
S07- Brûleur four	Gaz de combustion	Oxydes d'azote (NOx)	250 mg/m^3 si >25kg/h	4,26E-01 kg/h	3 ans
		Oxydes de soufre (So2)	200 mg/m^3 si >25kg/h	3,41E-01 kg/h	
S10- serpentins, dépoussiéreur, grenaillleuse	Poussières d'acier	poussières	15 mg/Nm^3	3,06E-02 kg/h	annuelle
S14- serpentins, four à pyrolyse	Gaz de combustion	CO	100 mg/Nm^3		3 ans
		Oxydes d'azote (NOx)	100 mg/Nm^3	2,25E+00 kg/h	
S19- prémontage, machine d'injection	COV	COV totaux	110 mg/m^3	2,42E-01 kg/h	3 ans

S27-prémontage, injection carroussel	COV	COV totaux	110 mg/m³	3,11E-01 kg/h	3 ans

Pour valider l'évaluation des risques sanitaires, une surveillance spécifique sur une campagne ponctuelle de 2 ans est réalisée avec mesures annuelles des émissaires et paramètres suivants :

Substance	Valeurs Chrome VI (mg/Nm3)	valeurs PMDI (mg/Nm3)	Fréquence
Sources d'émission avec activité de soudure : S03, S09, S20, S25, S26, S28 et S29	9,06E-04	/	1x/an pendant 2 ans
Atmosphère du four FB3 émail : S05 et S06	3,82E-03	/	
Sources liées au moussage : S19 et S27	/	5	

Article 2.3.5. rejets diffus issus du four à pyrolyse

Le four de pyrolyse permet de réaliser un nettoyage des traces de graisses et salissures résiduelles qui peuvent se trouver sur les serpentins suite à leur manipulation (450 degrés pendant environ 45 min à 1 heure).

Sur la base des fiches de données de sécurité et des fiches techniques des produits utilisés (graisses, gants utilisés par le personnel, anti-gratton, produits liés à l'immersion dans l'eau pour le contrôle de l'étanchéité, ...), une identification des substances (et mention de danger associée) susceptibles d'être émises à l'issue de la pyrolyse lors de l'ouverture du four sera réalisée.

Par ailleurs, un bilan matières devra être réalisé afin d'évaluer ce qui est réellement éliminé lors de cette montée en température des pièces (substances présentes initialement et produits de décomposition liés à la pyrolyse).
En fonction des substances identifiées (en particulier celles à mention de danger), une surveillance des gaz diffus présents dans l'atelier devra être effectuée à une fréquence de 1 prélèvement par an sur une période de 2 ans. Cette surveillance portera a minima sur la recherche de composés organiques volatils totaux (COVT) et pourra être allégée après analyse des résultats de ces prélèvements.

Article 2.3.6. composés organiques volatils

L'exploitant tient à jour un plan de gestion des solvants (obligatoire dès 1 tonne de consommation annuelle de solvants).

L'établissement fait l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils (COV). Ce schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation considérée ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses telles que définies dans le présent arrêté.

Article 2.3.7. agrément - accréditation

Les mesures périodiques des émissions atmosphériques requises au titre de la surveillance des paramètres du présent arrêté sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

TITRE 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'alimentation en eau est assurée uniquement par le réseau d'eau potable. Aucune consommation ne provient d'une autre source.

L'établissement dispose d'une alimentation principale (bâtiment production) et d'une alimentation secondaire (bureaux, bâtiment logistique) équipée chacune d'un disconnecteur.

Les installations de prélèvement d'eau sur le réseau public sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé périodiquement. Les résultats sont portés sur un registre.

Les prélèvements d'eau dans le réseau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)
Réseau public	Fontaine	6000 m^3 (10 000m3 en cas de mise en eau du réseau de sprinklage

CHAPITRE 2. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 3.2.1. Identification des effluents

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.

La société CICE ne rejette pas d'eau industrielle dans le milieu ; elles sont traitées en circuit fermé ou éliminées en tant que déchets.

Article 3.2.2. Plan des réseaux et localisation des points de rejet

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les eaux usées sanitaires sont traitées par la station communale de Fontaine puis rejetées au milieu : l'exutoire de la station d'épuration de Fontaine est le ruisseau le Saint Nicolas (FRDR632a).

Les eaux pluviales des toitures et des voiries transitent dans les bassins de traitement et de rétention des eaux pluviales de la ZAC, prévus à cet effet, avant de rejoindre le milieu (la Loutre ou le Saint Nicolas).

Point de rejet vers le milieu récepteur	n° 1	n° 2
Nature des effluents	Eaux domestiques	Eaux pluviales
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Fontaine	Bassins d'orage de la Z.I. Technoparc de Fontaine, l'exutoire étant le milieu Naturel (Saint-Nicolas)

Article 3.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 3.2.4. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

CHAPITRE 3. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Article 3.3.1. Caractéristiques des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 3.3.2. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Article 3.3.3. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations suivantes :

paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
Matières en suspension (MES)	100
Demande chimique en oxygène (DCO)	300
Demande biologique en oxygène (DBO5)	100

Article 3.3.4. Adaptation des prélèvements et des prescriptions sur les rejets en cas de sécheresse

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers ainsi que ses rejets journaliers.

CHAPITRE 1. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.
Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.
Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.
L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 4.1.1. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 db(A)

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 4.1.3. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 5. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 1. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 5.1.1. production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Nature	Code déchets
Bois	200138
Papier et carton	200101
Fer et acier	170405
Platinage	200136
Déchets municipaux en mélange	200301
Déchets de produits de revêtement en poudre	080201
Eaux souillées	070101*
Boues d'émail NS	101212
FILM PEBD MELES	200139
Aluminium	170402
Limaille et chutes de métaux ferreux	
Cuivre / Laiton	170401
Poudre époxy NS	070213
Inox	170407
DEEE	160213*
Autres émulsions (Huile + eau)	130802*
Chlorofluorocarbones, HCFC, HFC	140601*
Emballages souillés	150110*
Métaux	200140
Câbles	170411
Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses	160504*
Graisse	

Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	150202*
Piles contenant du mercure	160603*
Peinture	
Isocyanate	080501*
DASRI	180103*
Produits de laboratoire	160506*
Séparateurs eau/ hydrocarbures	130507*
Huiles	130899*
Huiles minérales	130110*

Dans la mesure du possible, les déchets produits par l'activité sont réintroduits dans le process et réutilisés au maximum :

- grenaille en circuit fermé ;
- recyclage de l'émail dans le circuit ;
- recyclage de l'eau savonneuse lors du contrôle 3 bars,
- peinture en poudre recyclée.

Le tri sélectif des déchets est mis en place au sein de l'entreprise.

Les déchets sont triés au sein des différents ateliers par le personnel et sont ensuite acheminés vers les zones déchets réparties sur le site.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées, adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Article 5.1.2. Entreposage des déchets

Les déchets générés sont entreposés temporairement sur le site dans l'attente de leur évacuation.

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Le stockage des déchets dangereux est réalisé dans des containers à l'abri des intempéries.

Article 5.1.3. Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement

Toute opération d'élimination et notamment toute mise en dépôt à titre définitif, de déchets dangereux ou de déchets non dangereux sur le site est interdite.

Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

Article 5.1.4. Traitement des déchets à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

TITRE 6. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 6.1.1. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et nettoyage des installations,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- le cas échéant, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

- les mesures à prendre pour éviter, et le cas échéant limiter, une pollution aux hydrocarbures,

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,

- l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement en cas d'accident ou d'incident.

Article 6.1.2. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 6.1.3. État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 6.1.4. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 6.1.5. Contrôle des accès

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 6.1.6. Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 2. LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 6.2.1. moyens externes de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- 5 poteaux incendie situés rue de l'Aéroparc à moins de 100 m avec un débit de 60 m3/h ;
- 2 poteaux incendie situés rue de l'Aéroparc à moins de 200 m avec un débit de 60 m3/h ;

- 1 poteau incendie situé sur le taxiway à moins de 100 m avec un débit de 60 m3/h ;
- 1 poteau incendie situé sur le taxiway à moins de 200 m avec un débit de 60 m3/h.

Deux réserves incendie de 120 m3 et 240 m^3 situées sur la voie publique, le long de la rue de l'aéroparc, avec accès en permanence aux services de secours.

Article 6.2.2. moyens internes de lutte contre l'incendie

Le site dispose d'extincteurs et RIA répartis dans les locaux en fonction des besoins. Ces équipements sont vérifiés annuellement par un organisme indépendant.

Le site est équipé d'un système de sprinklage dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Réserve sprinkler EXI, 1200 m3,
- Groupe motopompe diesel 568 m^3/h,
- Maintien de la pression par électropompe 2 m^3/h à 8 bars,
- 1 cuve gasoil de 1 m3.

L'ensemble du site est sprinklé.
La gestion du risque incendie et des moyens d'intervention est assurée par une centrale de sécurité incendie permettant la gestion des détections, désenfumages, alarmes, sprinklage et coupures des énergies.

Article 6.2.3. Moyens de lutte contre l'incendie et moyens d'intervention en cas de fuite ou de déversement accidentel au niveau de l'aire de dépotage du cyclopentane

L'aire de dépotage du cyclopentane dispose :

- 1 extincteur poudre sur roue de 50 kg ;
- 2 extincteurs poudre de 9 kg ;
- 1 extincteur poudre de 6 kg.

Article 6.2.4. Accès

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie des installations.

Article 6.2.5. Dispositions constructives

Les éléments, portes et parois de protection au feu sont les suivants :

- Bâtiment production : écrans de cantonnement des fumées,
- Bâtiment stockage tube : une porte coupe-feu 2h avec le bâtiment de production,
- Local de charge : une porte coupe-feu 2h entre local et entrepôt,

- Bureaux : mur coupe-feu 2h entre bureaux et entrepôt,
- Locaux techniques : murs et dalles coupe-feu 2h et portes coupe-feu 1h,
- Écrans de cantonnement des fumées pour regroupement surfaces environ 1 650 ².

Les locaux de stockage Isocyanate, polyol et formulation prémix sont ventilés par VMC.

Les cuves de polyol et isocyanate sont aériennes, en local fermé, sur rétention.

Le local dans lequel le MDI et le polyol sont stockés présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) ;
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) ;
- portes et fermetures EI 120 (coupe-feu de degré deux heures).
- Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).

Un mur coupe-feu est mis en place le long de la zone de dépotage de cyclopentane.

Conformément aux prescriptions des arrêtés ministériels, les locaux sont équipés, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

CHAPITRE 3. PRÉVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 6.3.1. rétentions et confinement

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique et les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Les moyens de confinement des eaux d'extinction dont dispose le site sont les suivants :

- Bassin de rétention extérieur (bassin d'orage de la ZAC) : 1200 m3
- Fosses convoyeurs : 432 m^3
- Fosse grenailleuse : 91m3
- La cour expéditions : avec fermeture de la vanne d'isolement : 612 m3
- La rétention de dépotage Iso/Polyol avec sa vanne de barrage : 73 m^3
- la cour approvisionnement : 255 m^3 avec mise en place d'obturateurs de réseau.

Le confinement externe des eaux issues du bâtiment logistique est réalisé par un bassin d'orage de la ZAC d'un volume minimal de 1200 m3.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de confiner l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie.

TITRE 7. DISPOSITION D'EXPLOITATION

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 7.1.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Un système de télésurveillance avec connexion à l'alarme anti-intrusion est mis en place.

Article 7.1.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées comme locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 7.1.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer une vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

TITRE 8. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 1 : EMPLOI ET STOCKAGE DE PRODUITS PAR MISE EN ŒUVRE DE MOUSSE PAR RÉACTION IN SITU INTÉGRÉE AU PROCÉDÉ DE FABRICATION DES CHAUFFE EAUX

Sont concernées par les prescriptions du présent chapitre les installations suivantes :

- Installation de stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI), comportant :
    - une cuve pour le stockage vrac de MDI, d'un volume de 40 m3, située dans un local spécifique,
- Installation de stockage de polyol, comportant :
    - une cuve pour le stockage vrac de polyol, d'un volume de 40 m3, située dans un local spécifique,
- Installation de stockage et d'emploi de pentane liquide, comportant :
    - une cuve double enveloppe enterrée de 30 m3, située à l'extérieur du bâtiment,
    - une installation de pré-mélange ou « prémix » située dans un local spécifique.

Les opérations de stockage, emploi ou manipulation des produits de moussage polyuréthane doivent être effectuées dans un local fermé et ventilé.

Article 8.1.1. stockage des produits

Les installations de stockage des produits de moussage polyuréthane ainsi que l'ensemble des canalisations doivent être conçues de manière à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être réalisées et implantées de manière à être protégées et résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

Elles sont identifiées de manière à permettre la connaissance du produit contenu.

Des kits absorbants et neutralisants doivent être stockés à proximité du local de stockage en cas d'épanchements ou de fuites. Les produits recueillis devront être récupérés et évacués comme déchets.

a) stockage de MDI

Les stockages sont placés sur des rétentions. Les stockages de substances ou préparations à base d'isocyanates sont placés sur des rétentions distinctes de celles utilisées pour les polyols, de sorte que ces produits, réactifs entre eux, ne puissent se mêler en cas d'incident.

Les rétentions des cuves aériennes sont équipées d'une alarme en point bas informant de la présence de liquide.

Tout stockage et emploi de produits tels que des acides, des alcools, des amines, des bases ou des activateurs de polymérisation ainsi que les récipients contenant des gaz ou des gaz liquéfiés, est rigoureusement interdit à proximité des stockages d'isocyanates.

Les locaux de stockage isocyanate, polyol et formulation prémix sont ventilés par VMC – rejets diffus vers l'extérieur.

b) Stockage du cyclopentane

Le stockage de cyclopentane est fait à l'extérieur du bâtiment, dans une cuve à double enveloppe, enterrée, de 30 000 litres, équipée de dispositifs de contrôle d'étanchéité, de limitation de remplissage et de contrôle de niveau ainsi qu'un évent avec rejet diffus à l'extérieur.

Les évents débouchent à l'air libre, à une hauteur d'au moins 4 mètres du niveau de l'aire de déchargement, et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu.

La circulation de véhicules est interdite au-dessus de la cuve.

Cette cuve est éloignée de l'oxygène et est pourvue d'un système de détection de fuite.

Article 8.1.2. Zone de dépotage

Les opérations de transvasement de diisocyanate de diphénylméthane (MDI), de polyols, de cyclopentane, sont réalisées sur des aires de dépotage distinctes. Celles-ci doivent être étanches, reliées à des rétentions correctement dimensionnées et exemptes d'eau lors de leur utilisation.

Les tuyauteries de remplissage des cuves de MDI, polyols et pentane doivent être clairement identifiées et disposer d'embouts de dépotage spécifiques à chaque produit.

- Dépotage du cyclopentane

Le site est approvisionné par un camion-citerne. Le site passe des commandes de 12 m3, et exige du transporteur des preuves de nettoyage avant empotage et un bordereau d'empotage des 12 m3 commandés. Le camion repart systématiquement à vide.

Les opérations de transvasement de produits peuvent être source de déversement accidentel de produits en cas de mauvaise connexion du flexible de dépotage ou rupture de celui-ci.

Une procédure de déchargement est mise en place et connue par les équipes intervenant à ce poste, comprenant notamment :

- moteur du camion éteint,
- détecteur portatif sur le dépoteur et le référent sécurité de la société CICE
- obturation manuelle obligatoire et contrôlée avant le dépotage
- zone protégée, en dehors du flux de circulation des engins
- raccordement sur buses spécifiques équipées de bouchons et vannes cadenassées pour remplissage
- raccordement à la terre du camion grâce à un câble de masse sur enrouleur ATEX avec asservissement au dépotage

Le dépotage se fait toujours en présence du chauffeur, d'un dépoteur de la société CICE et d'un référent sécurité de la société CICE lors du déchargement du camion.

Toute opération de remplissage est précédée d'un jaugeage permettant de connaître le volume acceptable par le réservoir.

Le raccordement est réalisé sur des buses spécifiques équipées de bouchons et vannes cadenassées pour remplissage et retour vapeur.

Le raccordement à la terre du camion est fait grâce à un câble de masse sur enrouleur ATEX avec asservissement au dépotage (pas de possibilité de dépotage si le câble n'est pas en place).

La zone de dépotage est sur rétention de 20 m^3. L'aire de dépotage du cyclopentane est équipée d'un séparateur d'hydrocarbures, muni d'un dispositif d'obturation avec contrôle de la position fermée/ouverte pouvant être vérifiée au moment du dépotage.

Article 8.1.3. Mesures de protection

Certaines mesures de protection sont mises en place au niveau de la zone de dépotage en cas d'accident ou incident :

- présence d'un bouton d'arrêt d'urgence dont l'activation déclenche une alarme
- vanne manuelle arrêtant la livraison de produit au niveau du camion

- vanne de fermeture automatique coupe-feu avec contrôle de position en entrée du séparateur pendant le dépotage
- vanne manuelle supplémentaire de sécurité
- kit absorption du produit
- extincteur à poudre

Les vannes doivent faire l'objet d'un plan de maintenance et de contrôle garantissant leur disponibilité en cas de besoin, à raison d'un test trimestriel, consigné dans un registre de suivi.

Les moyens de secours doivent comporter :

- des détecteurs de pentane, notamment au niveau de la cuve de stockage du pentane, du premix, des machines d'injection et du carrousel,

- des détecteurs incendie,

- des moyens d'extinction appropriés aux risques à combattre,

- un interrupteur général, bien signalé et accessible de l'extérieur, permettant de couper l'alimentation électrique des installations,

- une centrale de sécurité de l'installation d'emploi du pentane. Les points de détection reliés à cette centrale seront a minima les suivants :

  - 1 point au niveau de la cuve de stockage,
  - 1 point dans le local premix,
  - 1 point au niveau du carrousel d'injection,
  - 1 point au niveau des machines d'injection.

Les seuils de détection seront réglés de la manière suivante :

- 1er seuil réglé à 20% de la limite inférieure d'explosivité (LIE), déclenchant l'arrêt des installations en défaut et la mise en ventilation forcée,
- le 2ème seuil, réglé à 40% de la LIE, relié à une alarme avec report au PC de télésurveillance, et provoquant l'arrêt de toutes les installations, la mise en ventilation forcée, la coupure électrique des circuits d'alimentation en pentane et polyol, ainsi que l'évacuation du personnel,
- le passage automatique du niveau « défaut » à l'alerte niveau 1 au bout de 8 heures,
- le passage automatique de l'alerte niveau 1 à l'alerte niveau 2 au bout de 10 minutes.

En raison de la toxicité des produits de décomposition du MDI, les personnes chargées de la lutte contre l'incendie seront équipées d'appareils de protection respiratoire isolants autonomes.

CHAPITRE 2 : INSTALLATION DE FABRICATION DE MATIÈRES PLASTIQUES

Sont concernées par les prescriptions du présent chapitre, les installations relevant de la rubrique n° 2660 de la nomenclature des installations classées.

Article 8.2.1. implantation et aménagement

L'atelier doit être ventilé mécaniquement de manière à éviter toute odeur ou émanation nocive.

L'alimentation de la machine d'injection est effectuée en circuit fermé par l'intermédiaire de conduites de distribution ; les tuyauteries de type flexible sont interdites.

Les machines d'injection font l'objet d'une procédure spécifique d'intervention.

Article 8.2.2. Exploitation et entretien

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et les poussières.

CHAPITRE 3 : INSTALLATIONS D'APPLICATION DE PEINTURE

Sont concernées par les prescriptions du présent chapitre, les installations relevant de la rubrique n° 2940 de la nomenclature des installations classées.

Article 8.3.1. Exploitation et entretien

La cabine peinture est munie de filtres et d'un dépoussiéreur avant rejet. L'entretien et la maintenance de ces équipements sont effectués périodiquement.

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et les poussières.

Article 8.3.2. Matériel électrique

Dans les parties de l'installation « atmosphères explosibles », les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la zone.

TITRE 9. PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 9.1.1. Notification et Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société Compagnie Industrielle des Chauffes Eaux (CICE) situé 255 Rue de l'Aéroparc - 90150 FONTAINE.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Fontaine et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Fontaine pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux de Fontaine (90), Foussemagne (90), Reppe (90) et Chavannes-sur-L'Etang (68) ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Territoire de Belfort, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9.1.2. Exécution et copie

Monsieur le sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Territoire de Belfort, monsieur le maire de la commune de Fontaine, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée :

- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche Comté-unité interdépartementale 25/70/90 – antenne de Belfort

Fait à Belfort, le 28 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation
le sous-préfet, secrétaire général adjoint

Emmanuel ACCHIARDI

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification/ publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet du Territoire de Belfort ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministère en charge de la transition écologique ;

L'absence de réponse de l'administration pendant deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants sa publication. Il en est de même en cas de décision explicite de rejet.

- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site Internet www.telerecours.fr

28 MAI 2026